



PERSPECTIVES ESG  
HOTTINGUER  
# 3 - 2025

Direction Finance Durable &  
Investissement à Impact



BANQUE HOTTINGUER

# EDITO

---

Le 14 Novembre 2025

En 2015, lors du sommet international de la COP21, plus de 200 pays concluaient ensemble un pacte sans précédent : limiter le réchauffement climatique et bâtir un avenir fondé sur la résilience climatique et la justice. Dix ans après l'entrée en vigueur des engagements de l'Accord de Paris, la tenue de la COP 30 à Belém au Brésil, revêt une portée symbolique particulière à la croisée de nouvelles grandes dynamiques.

En une décennie, le contexte politique n'est plus le même, avec une adhésion des décideurs aux enjeux climatiques enrayée par les sujets de souveraineté et de compétitivité industrielle.

La hiérarchie internationale sur l'échiquier du climat s'est aussi modifiée. Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> restent à des niveaux historiquement élevés et sont désormais tirées d'abord par l'Asie dont le mix énergétique reste très dépendant du secteur fossile. La Chine, premier contributeur au changement climatique, est pourtant aussi l'un des rares pays ayant dépassé son objectif 2030 de décarbonation, et ce, six ans avant la date butoir. On assiste en effet dans ce pays à une accélération spectaculaire des capacités renouvelables : l'empire du milieu capte désormais plus d'un quart voire près de la moitié de la capacité installée mondiale d'énergies renouvelables selon les segments.

Enfin, le développement explosif de l'Intelligence Artificielle (IA) vient redessiner les contours de la transition. Par son impact environnemental, ses enjeux en termes de confidentialité des données ou d'éthique, et les transformations profondes qu'elle implique pour le marché du travail, l'IA impose de nouveaux défis de durabilité.

Dans le cadre de cette édition, nous analyserons et commenterons cette nouvelle donne pour la lutte contre le changement climatique et le développement durable.

Consciente de l'urgence à agir qui reste plus que jamais indispensable, la Banque Hottinguer profite également de ce dernier numéro de 2025 pour revenir sur ses premiers engagements climatiques exprimés cette année.

*Lise Moret, Directrice Finance Durable & Investissement à Impact  
Amélie Bachelier, Analyste gestion financière & ESG*

# I. LE FOCUS ESG

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : À GRANDS POUVOIRS, GRANDES RESPONSABILITÉS

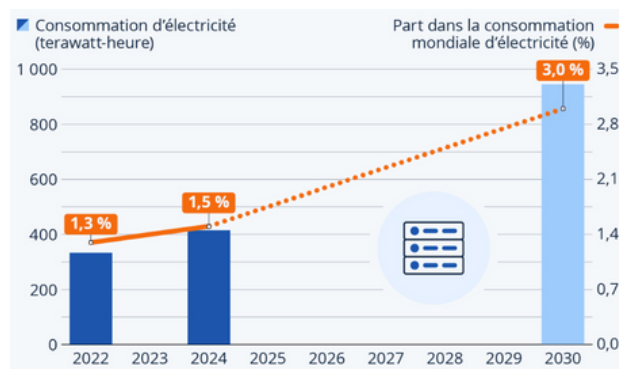
### L'IA ou la révolution technologique du 21<sup>è</sup> siècle

L'IA connaît désormais une croissance spectaculaire, avec un marché mondial dépassant 244 milliards de dollars en 2025 et potentiellement supérieur à 1 000 milliards de dollars d'ici 2031. Elle stimule la productivité, réduit les délais de mise sur le marché des traitements de 30 à 40 % dans la santé, et améliore l'efficacité énergétique de 10 à 15 % dans les réseaux électriques industriels. Dans le secteur technologique, l'IA représente actuellement 8 % de la consommation énergétique des data centers, et pourrait atteindre 20 % d'ici 2028. L'IA devient aussi un levier de transition écologique, capable d'optimiser la gestion énergétique et de réduire les émissions industrielles. Elle apparaît aujourd'hui comme une révolution technologique aux effets systémiques. Elle stimule la productivité, accélère l'innovation et redessine les chaînes de valeur dans des secteurs aussi variés que la santé, la finance ou l'énergie. Mais cette dynamique se double d'impacts environnementaux et sociaux considérables. Ces contradictions font de l'IA un catalyseur autant qu'un révélateur de la croissance. Elle peut être un levier puissant de transition écologique et sociale si son développement est accompagné de régulations adaptées, d'innovations techniques sobres et d'efforts massifs de formation.

### Une empreinte écologique forte et qui va s'intensifier

L'essor de l'IA s'accompagne d'une empreinte écologique croissante, portée avant tout par les besoins énergétiques et hydriques colossaux des infrastructures qui la soutiennent. Les chiffres sont éloquentes : une simple requête IA consomme 10 fois plus d'énergie qu'une recherche Google classique. Selon Bloomberg Intelligence, la consommation électrique des data centers pourrait être multipliée par 4 à 10 d'ici 2030, représentant jusqu'à 17 % de la production électrique américaine. Le marché mondial des infrastructures électriques pour data centers devrait ainsi passer de 46 milliards de dollars en 2024 à 73 milliards en 2028. De plus, le refroidissement des serveurs repose sur des volumes d'eau considérables. Une étude de la Cornell University établissait en 2023 que l'IA pourrait consommer en 2027 entre 4,2 et 6,6 milliards de mètres cube d'eau, soit une consommation d'eau supérieure à celle du Danemark dans son ensemble.

### Consommation d'électricité des data centers à horizon 2030



Source : IEA, Statista 2025

### Des enjeux de sécurité et des questions éthiques

#### Confidentialité des données

L'utilisation massive de l'IA pose d'importants enjeux de confidentialité, notamment dans des secteurs sensibles comme la santé ou la finance. Les modèles reposent sur d'immenses volumes de données, souvent personnelles, ce qui interroge sur leur protection, leur traçabilité et leur transparence. Ces risques sont particulièrement manifestes dans des usages tels que le diagnostic médical automatisé, où les informations traitées sont hautement confidentielles.

#### Enjeux éthiques

L'IA génère également des dilemmes éthiques liés à la surveillance, à la désinformation, aux biais algorithmiques et à la responsabilité en cas d'erreur. Dans le domaine médical ou décisionnel, l'absence de transparence des modèles (souvent qualifiés de boîtes noires) alimente la méfiance. Les régulateurs européens et internationaux cherchent donc à garantir une IA de confiance, explicable et respectueuse des droits fondamentaux. L'éthique de l'IA ne se limite pas à la conformité réglementaire : elle implique aussi une réflexion sur son usage socialement juste et son rôle dans la société.

Les études convergent pour montrer que l'IA entraînera une rotation du marché du travail plutôt qu'un simple déclin net de l'emploi. Selon une enquête Adecco menée en 2025, 54 % des entreprises mondiales prévoient une réduction d'effectifs dans certaines fonctions, principalement celles à faible valeur ajoutée, tandis que la demande augmente pour les profils qualifiés en data science, machine learning et cybersécurité.

Le World Economic Forum [1] souligne que les emplois nécessitant une expertise numérique et analytique devraient être les grands gagnants de cette transition, alors que les tâches répétitives ou standardisées resteront les plus vulnérables à l'automatisation.

La formation continue et la gestion des inégalités constituent ainsi des enjeux cruciaux pour que l'IA devienne un levier d'inclusion et de montée en compétences plutôt qu'un facteur de creusement des inégalités.



Source : World Economic Forum, The Future of Jobs 2025

## Vers une IA plus durable

### Une meilleure maîtrise des impacts environnementaux

La réduction de l'empreinte écologique de l'IA repose sur plusieurs leviers complémentaires. D'abord, l'optimisation des modèles (réduction de leur taille, réutilisation de modèle, précision de calculs) peut diminuer de 50 à 80 % l'énergie nécessaire à l'apprentissage. Ensuite, l'amélioration de l'efficacité des centres de données (refroidissement optimisé, virtualisation, serveurs basse consommation) peut limiter leur impact énergétique. L'alimentation des infrastructures par des sources d'énergie renouvelable renforce cette sobriété. Ainsi, Microsoft, Google et Amazon ont signé des accords PPA (Power Purchase Agreement) pour alimenter leurs data centers avec de l'électricité issue d'énergies vertes. Une gestion intelligente des opérations permet également de lisser la consommation, en évitant les pics de charge et en planifiant les entraînements lors des périodes de moindre demande. La localisation stratégique des data centers dans des zones froides ou proches de sources d'électricité bas carbone réduit leur impact énergétique. C'est ce qui constitue un des atouts des foncières spécialisées en data centers comme Merlin Properties évoluant essentiellement en Espagne, pays au mix particulièrement décarboné. Enfin, la consommation d'eau peut être maîtrisée grâce à des systèmes de refroidissement liquide, à la réutilisation des eaux de refroidissement et à une surveillance continue des performances thermiques. Ensemble, ces leviers visent à rendre le développement de l'IA plus durable et éco-efficace.

### Des enjeux de formation et de capital humain

Une vague de suppressions d'emplois dans les grandes entreprises en transition vers l'IA se matérialise dès à présent. Amazon prévoit ainsi de licencier 30 000 personnes dans les prochaines semaines (jusqu'à 10 % des fonctions support). Un rapport du New York Times d'octobre 2025 révélait ainsi que l'entreprise envisage dans les années à venir d'automatiser jusqu'à 75 % de ses opérations à l'aide de l'IA et de robots. D'autres grands groupes tous secteurs confondus, comme Goldman Sachs, Microsoft ou Nestlé annoncent ouvertement réduire leurs effectifs et bénéficier des réductions de coûts permises par l'IA. Ce phénomène propre à toute révolution industrielle ou technologique, n'est cette fois pas progressif et s'accélère à un rythme soutenu ce qui soulève la question de la transition et pourrait accentuer les inégalités sur le marché du travail.

La gestion par les entreprises en transition vers l'IA passera notamment par la formation, la transparence et le dialogue avec les collaborateurs. Ces enjeux sont clés pour éviter un creusement des inégalités entre générations de collaborateurs, maintenir un niveau d'engagement des équipes et une adaptation du stock de compétences de l'entreprise indispensable à la compétitivité.

### Une nécessaire régulation du secteur

Aux Etats-Unis, il n'existe pas encore de loi fédérale, ni cadre unique obligatoire pour tous les acteurs de l'IA, l'innovation et la flexibilité étant privilégiées. Mais ailleurs dans le monde, des bonnes pratiques ou cadres plus prescriptifs se développent.

En Asie et notamment en Chine, une très grande attention est portée à l'impact énergétique de l'IA. Des lignes directrices imposent que les nouveaux centres de données dans les « hubs » atteignent au moins 80% d'électricité d'origine renouvelable.

L'IA Act, entré en vigueur le 1er août 2024 en Europe, instaure un cadre réglementaire harmonisé pour les systèmes d'IA, basé sur une approche par niveaux de risque: certains usages sont interdits, d'autres soumis à des obligations renforcées (transparence, sécurité, supervision humaine). Dans le cadre de l'IA Act, les fournisseurs de modèles d'IA à usage général (General-Purpose AI – GPAI) devront fournir des informations sur leur consommation d'énergie estimée ou connue.

[1] Voir le [rapport du World Economic Forum, 2025](#)

## II. LES ACTIONS ESG DE LA BANQUE HOTTINGUER

### S'ENGAGER POUR LE CLIMAT

#### En 2025, la Banque Hottinguer prend de premiers engagements sur le climat

En 2025, la Banque Hottinguer a symboliquement décidé de passer un cap et de formuler de premiers engagements climatiques à long terme chiffrés pour la gestion collective, soit 20% des actifs totaux hors exécution.

Ces objectifs sont articulés autour de trois axes.

La Banque vise d'abord à décarboner ses investissements avec une sortie complète du charbon thermique d'ici 2030 dans sa gestion collective, renforçant sa politique initiée en 2022.

Ensuite, elle s'engage à soutenir via son offre de gestion collective la transition climatique en visant 75 % d'entreprises disposant d'objectifs validés par la Science-Based Targets initiative (SBTi) d'ici 2030, et 100 % en 2040, une discipline qu'elle intégrera aussi progressivement à la sélection de ses fonds externes via l'engagement avec les sociétés de gestion partenaires.

Enfin, la Banque entend poursuivre sa participation active au développement de solutions bas carbone. Une mission qu'elle remplit depuis plus de 15 ans via son fonds Équilibre Écologique, destiné à financer des entreprises contribuant à la transition énergétique et environnementale.



#### Une analyse propriétaire des plans de transition des entreprises vers une économie bas carbone

Sur l'année 2025, la Société de Gestion de la Banque Hottinguer a formalisé ses attentes concernant les plans de transition des entreprises dans lesquelles elle investit. La Société de Gestion a souhaité retenir 4 catégories de critères :

1. **Impact climatique réel** : mesuré par l'intensité carbone (tCO<sub>2</sub>/m€ de chiffre d'affaires), en incluant les émissions des trois scopes (1, 2 et 3), avec une attention particulière aux secteurs fossiles.
2. **Engagements de décarbonation** : analyse des objectifs validés par le Science Based Targets initiative, couvrant les trois scopes, avec des cibles à moyen et long terme et un engagement vers la neutralité carbone.
3. **Gouvernance** : vérification de la présence de compétences climatiques au sein des instances dirigeantes et de la transparence via notamment la publication des données au Carbon Disclosure Project.
4. **Capex** : examen des investissements consacrés à la transition (notamment leur alignement avec la taxonomie européenne), encore peu documentés et complétés par le dialogue avec les entreprises.

Chaque catégorie reçoit un score de 0 à 10 selon une grille prédéfinie, puis un score global de transition est calculé comme la moyenne des trois premiers critères (Impact, Engagements, Gouvernance), permettant d'attribuer un rating final de A à D.

## II. L'ACTUALITÉ ESG AU MICROSCOPE

### FLUX ESG, ASSEMBLEES GENERALES 2025, TRANSITION ENERGÉTIQUE EN MARCHÉ

#### Performance des fonds durables et flux

Au troisième trimestre 2025, les fonds Article 8 ont enregistré 75 milliards d'euros d'entrées nettes, leur plus haut niveau depuis fin 2021 confirmant le redémarrage des flux vers cette catégorie. Parmi les fonds thématiques durables, les fonds énergies vertes ont affiché des entrées nettes et marquent un point de retournement en 2025 en matière de performance.

#### Saison des AGs 2025

La saison des Assemblées Générales (AG) 2025 a été marquée par l'attention des actionnaires pour les sujets de rémunération, avec un taux d'opposition aux résolutions portant sur les rémunérations des dirigeants en augmentation par rapport aux années précédentes. Les hausses de rémunération passées au vote parfois conséquentes sont de plus en plus challengées et soumises à des conditions de performance par les détenteurs de droits de vote.

Malgré le pushback ESG et le ralentissement du momentum politique, les résolutions à caractère environnemental ou social n'ont pas ralenti à l'ordre du jour des AGs.

Selon un rapport de la fondation Ethos et de la World Benchmarking Alliance [2], 27 Say on Climate (résolutions sur la plans de transition présentés par les managements) ont été réalisés dans le monde cette année pour un taux d'approbation de 88,3% contre 87,6% en 2024. Au niveau européen, la crédibilité de ces plans est encore insuffisante au regard des attentes des investisseurs, mais est en amélioration : la moyenne d'alignement des plans climat analysés par l'ADEME et le Forum pour l'Investissement Responsable est en légère amélioration (49% versus 47% en 2024).

#### Coût relatif des énergies renouvelables : l'électricité bas carbone désormais moins chère que l'énergie fossile

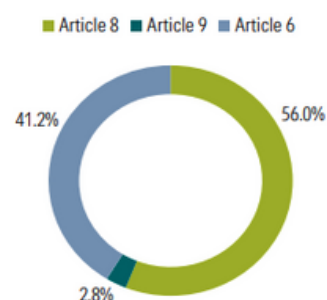
Selon Wood Mackenzie [3], le coût de l'électricité renouvelable atteint un point bas record en 2025. En Europe, il recule de 7 % grâce à la baisse du coût des investissements. Le solaire devient une des sources d'énergie la plus compétitive, notamment en Asie-Pacifique où il tombe à 27 \$/MWh, contre 69 \$ pour le charbon et 110 \$ pour le gaz. Aux États-Unis, les droits de douane et la fin progressive des aides ralentissent cette tendance. Mais d'ici 2030, le solaire et l'éolien devraient devenir les moyens de production d'électricité les plus compétitifs à l'échelle mondiale.

#### À la veille de la COP30, des émissions de CO2 qui ralentissent mais restent à des plus hauts

A l'heure de la COP30 et des 10 ans de l'Accord de Paris, les émissions de CO2 augmentent toujours dans le monde. Selon un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les niveaux de CO2 dans l'atmosphère ont encore atteint des sommets historiques en 2024 au niveau mondial, tirés principalement par la Chine.

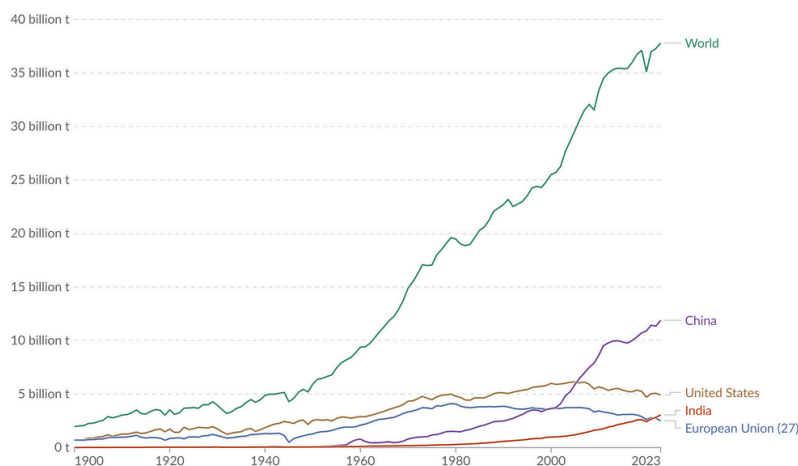
Pourtant, contrairement aux années précédentes et sur les derniers mois comptabilisés (1er semestre 2024), les émissions de gaz à effet de serre sont en hausse dans l'UE et aux États-Unis, tandis qu'elles baissent en Chine, grâce à la hausse massive des énergies propres à l'œuvre et une baisse de l'usage du charbon dans le secteur énergétique chinois (- 3,4 %).

#### Encours SFDR au T3 2025



Source : Morningstar, Octobre 2025

#### Emissions de CO2 dans le monde 1900-2023



Source : Global Carbon Budget, 2025

[2] Voir le rapport [Bilan des Say on Climate 2025\\_FIR](#), ADEME, fondation Ethos, World Benchmarking Alliance

[3] Voir le rapport [Wood Mackenzie Octobre 2025](#)



## BANQUE HOTTINGUER

Banque Hottinguer - Société Anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 20.109.672 euros, agréée en tant qu'établissement de crédit par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 381 241 900, dont le siège social est situé à Paris (75009) 63, rue de la Victoire.

Messieurs Hottinguer & Cie Gestion Privée - Société Anonyme de droit français à Conseil d'Administration, au capital de 2.300.000 euros, agréée en tant que société de gestion de portefeuilles par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 900 36, N° ORIAS 09 049 834, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 349 213 249, dont le siège social est situé à Paris (75 009) 63, rue de la Victoire.